Vers la fin de la session de 1975 de la CCD, les États-Unis et l'Union soviétique ont déposé des textes identiques d'un projet de convention sur cette question. Ce projet sera étudié d'une manière détaillée par la CCD en 1976.

Armes classiques

Le Comité international de la Croix-Rouge s'est réuni en 1974, au cours de la *Conférence diplomatique sur le droit humanitaire applicable dans les conflits armés*, conférence d'experts gouvernementaux sur certaines armes classiques. Cette conférence constitue la première tentative qui ait été faite, depuis de nombreuses années, par la communauté internationale en vue de l'étude de la prohibition ou de la restriction qui pourrait être imposée à l'usage d'armes classiques particulières pouvant causer des souffrances inutiles ou produire des effets dangereux sur la population civile. Parmi les armes considérées par les délégués à la conférence, on relève les bombes incendiaires (bombes au napalm etc.), les projectiles à hautes vélocités, les bombes soufflantes et les bombes à fragmentation. Il doit y avoir une autre conférence d'experts au début de 1976 et les rapports de ces deux conférences seront présentés lors d'une séance de la *Conférence diplomatique* qui doit avoir lieu à Genève en 1976.

Le Canada a déjà cherché à attirer l'attention internationale sur ce problème, désirant que les divers gouvernements reçoivent des renseignements complets quant à la nature, l'utilisation et les effets de ces armes; c'est dans cette optique qu'il a participé activement à la *Conférence des experts gouvernementaux*. Le Canada a appuyé une résolution présentée à la trentième session de l'Assemblée générale de l'ONU et demandant à la *Conférence diplomatique* de continuer son examen de l'utilisation d'armes classiques particulières, y compris de toutes celles qui causent des blessures excessives ou qui menacent indifféremment civils et militaires. La conférence est aussi priée de poursuivre sa recherche d'un accord, pour des raisons humanitaires, sur les règles interdisant ou restreignant l'utilisation de ces armes.

Zones dénucléarisées

Aussi bien en 1975 qu'en 1974, l'Assemblée générale de l'ONU a accordé une importance particulière, dans ses débats sur le désarmement,

à la question des zones dénucléarisées. À la trentième session, neuf des 25 résolutions portant sur le désarmement traitaient de la création — entre autres, des conditions de création — et du renforcement de telles zones. Le Canada appuie fortement le principe de l'établissement de zones dénucléarisées à condition que cet établissement soit possible, que la stabilité s'en trouve accrue et que les dispositions d'entente à leur sujet soient pleinement conformes aux objectifs du Traité de non-prolifération. Dans la pratique, toutefois, la position du Canada dépend de chacun des cas à l'étude.

Autres mesures

Citons, au nombre des autres mesures prises, en 1975, par l'Assemblée générale de l'ONU en vue du désarmement l'établissement d'un comité spécial chargé de réviser le rôle de l'ONU sur cette question, la décision de mettre à jour un rapport antérieur sur les conséquences économiques et sociales de la course aux armements et un nouvel appel à la réduction des budgets militaires. L'Assemblée a aussi demandé que soient intensifiés les efforts déployés pour faire avancer les négociations sur le désarmement et pour faire en sorte que les ressources disponibles libérées par le désarmement servent à promouvoir le développement économique et social. L'Assemblée a renouvelé, pour un an, le mandat du comité spécial sur le projet d'une conférence mondiale sur le désarmement; a demandé au Secrétaire général de renforcer la division des affaires du désarmement du Secrétariat et a pris note du fait que les préparatifs sont en cours en vue d'une conférence pour la révision du Traité sur les fonds marins qui doit avoir lieu en 1977.

En outre, l'Assemblée a adopté une résolution parrainée par l'Union soviétique et demandant à la CCD de négocier un accord sur l'interdiction de la mise au point et de la fabrication de nouveaux types d'armes de destruction massive et de nouveaux systèmes de